

VF
**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL
DU 25 NOVEMBRE 2019**

DELEGUES :		Envoyé en préfecture le 09/12/2019 AU
Nombre	Quorum	Reçu en préfecture le 09/12/2019
Présents	Pouvoirs	42 Berser Levault
Votants	Abstentions	50
Suffrages exprimés	Majorité requise	ID : 007-250700267-20191125-2019CS110037-DE
Pour	Contre	54
		0
		54
		28

OBJET : 2. DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2020

L'an deux mille dix-neuf, le vingt-cinq du mois de novembre, à dix-sept heures trente, les membres du COMITE SYNDICAL du SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, se sont réunis au siège du Syndicat à la Sigalière à LARGENTIERE, sur la convocation qui leur a été adressée par le Président du Syndicat conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L 5211-8), sous la présidence de Monsieur Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, participent à la présente délibération tous les délégués énumérés ci-dessous.

Titulaires présents avec voix délibérative :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> M CONSTANT Bernard (Balazuc) / Mme FERRIER Dominique (Banne) / MM BALMELLE Robert (Berrias-Casteljau) / FAUGIER Christian (Chandolas) / Mme MOUTERDE Hélène / MM PLANTEVIN Patrick (Chauzon) / PASCAL Jean (Faugères) / LEYNAUD Jean-Marc (Joannas) / FLAMBEAUX Patrice (Labeaume/ ORIVES Éric (Lalevade d'Ard) / LACROIX Bernard (Largentière) / LEGENDRE Yves (Laurac en Vivarais) / RAMANMALI Angelin (Montréal) / VIELLARD Jean-Léon (Pradons) / CUTTIER Jean-François (Prunet) / AUDIBERT François (Ribes) / IMBERT Guy (Rocher) / PERBOOST Serge (Ruoms) / DEVANCIARD Gilles (St Alban Auriolles) / MEISS Bernard (St And de Vals) / GARRIDO Jean-Manuel (St André de Cruziers) / MERINE Philippe (St Privat) / OZIL Raymond (Sampzon) / DUGAS Laurent (Tauriers) / PERRIER Bernard (Uzer) / SAUBIN Philippe et LACROTTE Robert (Vals-Les-B) / GRASSET Guillaume (Vinezac)	<u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u> MM CIVIER Stéphane (Aubenas) / GINEVRA Stéphane (Chirols) / Mme CHASTAGNIER Geneviève (Joyeuse) / MM DIVOL Max, BARALE Ange et Mme MAIRESSE Nadine (Vallon Pont d'Arc) <u>SEBA PRODUCTION</u> <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » :</u> MM. FALLOT Joseph et BACCONNIER Jean-Claude <u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> Mme CHASTAGNIER Geneviève (CDC Beaume Drobie) / MM BALMELLE Robert et GARRIDO Jean-Manuel (CDC Pays des Vans en Cévennes) / LACROTTE Robert et CIVIER Stéphane (CDC Bassin d'Aubenas) / BACCONNIER Jean-Claude (CDC Gorges de l'Ardèche) / <u>ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat ST ETIENNE-DE-FONTB./ ST SERVIN :</u> M. DURIEU Jean-Marie <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat d'adduction de BARJAC :</u> M MARRON Jacques.
--	--

Titulaires ayant donné procuration :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> M SERRE-CHAMARY René (Chassiers) à Mme MOUTERDE Hélène Mme TAULEIGNE Lise (Fabras) à M BOYER Joël M. CHARRIERE Jacques (Ruoms) à M. PASCAL Jean M SERRE Michel (St Alban Auriolles) à M DEVANCIARD Gilles	
--	--

Titulaires excusés :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> MM. LANGLET Patrick (Les Assions) / MATHIEU Jean-Claude (Beaulieu) / ELADIE Farid (Grosbrières) / JAUFFRE Michel (St Pierre de Colombier) / OLIVIER Robert (Sanilhac) / SOUTEYRAND Marc (Ucel) / Mme EL FARKH Marie (Vals-Les-Bains.)	<u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> M GIBERT Alain (CDC Pays Beaume-Drobie) M MAUDUIT Jean-Yvon (CDC Gorges de l'Ardèche)
---	--

Titulaires absents :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> MM GIRAUD Jacky (Chazeaux) / PONTHER Jean-Yves et CLADT Bernard (Labégude) / CHAMBON Roland et BALAZUC Thierry (Lachapelle S/s Aub.) / Mme DEBARD Annie (Lalevade d'Ard.) / Mme AMET Maryse (Largentière) / MM RISSE Michel (Malbosco) / BRUN Marc (Meyras) / VEYRENC Yves (Pont de Lab.) / CAMPO Hervé (Rocles) / ROURE Sébastien et Mme KONARZEWSKI Jessica (Rosières) / Mme MESSAOUDI Simone (Ruoms) / MM BOISSEL Jean-Luc (St Julien du Serre) / ROURISSOL Denis (St Privat) / AVIAS Cyrille-Christophe et Mme CHARROUD Annie (Ucel) / MM VEYRENC Éric (Vernon) / MANENT Pierre (Vinezac)	<u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u> M CONTESSO Franck (Fons) / Mme TOURRE Nathalie (Joyeuse) <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat d'adduction de BARJAC :</u> MM. CHAULET Edouard / UGHETTO René <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » :</u> M. AUDIGIER Christian M MAUDUIT Jean-Yvon
---	---

Suppléants présents avec voix délibérative :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> M FARGIER Gérard (St Pierre de Colombier) / Mme RODIER Ginette (Sanilhac) / MM BOYER Joël (UCEL) / ARCHIMBAUD Patrick (Vals les Bains)	<u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> M AUDIBERT François (CDC Pays Beaume-Drobie) M FLAMBEAUX Patrice (CDC Gorges de l'Ardèche)
--	---

Le secrétaire de séance est : Mr Angelin RAMANMALI

2. DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2020

Conformément à la réglementation, le débat d'orientation budgétaire (DOB) porte sur les orientations générales à retenir pour l'exercice 2020 et, éventuellement, les exercices suivants. Dans ce dernier cas, il s'inscrit dans la logique de plan pluriannuel d'investissement (PPI) qui s'appuie sur l'étude financière prospective du cabinet KLOPFER pour la période 2015-2018, réactualisée cette année pour la période 2019-2024.

Le DOB permet également au président de faire connaître ses propositions budgétaires prioritaires et les modifications à apporter par rapport au(x) budget(s) antérieur(s). Ainsi les propositions ou modifications relatives aux autorisations de programmes et de crédits de paiements (AP/CP) peuvent être présentées lors de ce débat.

Les éléments d'information communiqués et les orientations présentées doivent susciter le débat pour dégager une validation totale ou partielle, des amendements et des propositions, voire des contre-propositions.

De nouveaux textes (décret n° 2016-841 et article 13-II de la loi de programmation des finances publiques du 22 janvier 2018), relatifs au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientations budgétaires, ont en outre augmenté le nombre d'informations à présenter dans le corps du texte ou dans les tableaux annexes.

Des informations supplémentaires sous forme de graphes, camemberts et autres illustrations, ont été projetées et explicitées en séance, de sorte que les éléments communiqués donnent la tonalité générale de l'économie du projet de futur budget primitif 2020.

DIFFERENTS ELEMENTS AYANT UN IMPACT SUR LA CONSTRUCTION BUDGETAIRE 2020

La réalisation des investissements inscrits dans le PPI oblige le SEBA à prendre en considération divers facteurs exogènes, qui s'imposent à lui, ainsi que des facteurs internes déterminés par l'évolution des tarifs, qui s'imposent ou qui sont librement choisis :

- Une inflation modérée (+ 0,9 % glissants).
- Une baisse notable de la consommation depuis plusieurs années, constatée également au niveau national, et par voie de conséquence une baisse des recettes liées à la part variable ; à noter cependant que la part fixe (abonnement) joue un effet amortisseur et contrebalance favorablement cette baisse en raison des recettes nouvelles liées à l'application des abonnements multiples depuis le 1^{er} janvier 2013. Cette tendance baissière semble avoir atteint son plancher et une stabilisation, voire une légère augmentation de la consommation par abonné, est maintenant constatée.
- Les conditions d'accès au crédit pour les collectivités publiques, contraignantes hier, restent actuellement très intéressantes : marges bancaires en baisse significative, apparition de nouvelles offres sur des durées plus longues, réouverture des lignes de trésorerie, prêts à taux très bas.
- Le niveau des aides extérieures, les subventions en particulier, affichent une tendance fortement baissière dans les années à venir, du fait des nouvelles conditions liées à l'intercommunalité, aux incidences de la loi NOTRe, aux contraintes financières des départements les obligeant à réexaminer l'ensemble de leurs politiques, ainsi qu'à la réduction des crédits attribués par l'Agence de l'Eau à compter du 11^{ème} programme (dès la mi-2018). Rappel : le SEBA n'est plus éligible depuis 2013 à la DETR pour les investissements touchant au service des eaux et au service assainissement.
- Le réaménagement de la dette réalisé en 2009 auquel s'ajoutent le recours à des prêts à taux extrêmement favorables, ainsi que l'absence de recours à l'emprunt entre 2012 et 2015, ont redonné au SEBA une capacité d'investissement supplémentaire. Ainsi, le profil de la dette a permis le recours programmé à l'emprunt en 2016 (7 650 000 € empruntés) et en 2017 (3 000 000 € empruntés) sans gros impact budgétaire. Aucun nouvel emprunt n'a été réalisé en 2018 et 2019.
- Le prix de l'eau reste encore supérieur à la moyenne nationale (la discussion sur le tarif 2020 étant éclairée par les débats intervenus lors de la séance informelle du 23 octobre 2019, et par la note annexe jointe communiquée pour la présente séance.

PROPOSITIONS D'ORIENTATIONS**PROPOSITIONS D'ORIENTATIONS EN MATIERE DE FONCTIONNEMENT**

- **Vis-à-vis des usagers :**

- Tarifs des redevances : au cours du débat spécifique qui a précédé, une orientation a été actée à travers une baisse de 10% de la part variable « eau potable », une hausse part variable « assainissement collectif » de 5%, et la création d'une catégorie d'usagers dénommés « hôtellerie de plein air » avec un principe de parts multiples associé.
- Tarifs des travaux : une refonte est prévue pouvant entraîner une baisse mineure des recettes
- Impayés : ils seront quantifiés officiellement pour la première fois au 31 décembre 2019, les estimations actuelles nous situant entre 5 et 6%, ce qui serait excessif par rapport aux ambitions du syndicat
- Poursuite de l'expérimentation de la tarification sociale (impact financier grandissant en 2019 : 3 fois plus d'aides attribuées par rapport à l'année précédente).

- **Au regard des charges de personnel :**

Au chapitre du personnel, une tendance se dégage :

- Augmentation de la masse salariale entre 2019 et 2020, due à l'augmentation des personnels en régie suite aux décisions prises antérieurement et produisant un impact complet en 2020 ; suite aussi à l'embauche d'un technicien supplémentaire au bureau d'études dans le cadre d'un projet ponctuel, et de l'élargissement nécessaire du service financier.

STRUCTURE DES EFFECTIFS 2020	DEPENSES 2020 PREVISIONNELLES CHARGES COMPRISES
Adjointes techniques (4 agents)	136 707
Agent de maîtrise (1)	33 264
Techniciens territoriaux (5)	226 915
Adjointes administratifs (7)	190 066
Ingénieurs territoriaux (1)	92 992
Rédacteurs (2)	109 136
Attachés (2)	171 949
TOTAL DEPENSES SALAIRES PERSONNEL PUBLIC 2020 HORS ACTION SOCIALE	961 029 €
TOTAL DEPENSES SALAIRES PERSONNEL PRIVE 2020	2 237 015 €

DEPENSES DE PERSONNEL 2018 (%/2017)

Traitement indiciaire versé titulaires et non titulaires	Régime indemnitaire versé	NBI versée	Heures supplémentaires versées	Titres restaurants (part employeur)	Avantages en nature
1 873 287 (+ 378 %) !! Démarrage régie	129 935 (- 3,3 %)	5 670 (+ 68 %)	16 330 (0 en 2017) !! Démarrage régie	35 924 (+ 60%) !! Démarrage régie	0

DUREE EFFECTIVE DE TRAVAIL DANS LA COLLEC**Régime public :**

« Pour les agents du SEBA de catégorie B et C, considérant la journée de travail effectif de 7 heures, le temps de travail de base annuel est de 1572 heures (...) »

Pour les agents du SEBA de catégorie A, considérant la journée de travail effectif de 7 heures 24 minutes, le temps de travail de base (avant application des RTT) annuel est de 1658 heures.

Les droits à RTT des agents de catégorie A issus de ce temps de travail hebdomadaire sont :

0,4 heures par jour x 223 jours / 7,4 heures = 12 jours »

(Délibération du bureau syndical du 14 décembre 2016 et article 6 du règlement de fonctionnement des services de la collectivité)

Régime privé :

« Conformément à l'article L3121-27 du code du travail, la durée hebdomadaire de travail est fixée à 35 heures par semaine civile en moyenne sur l'année, soit une durée annuelle de 1607 heures (journée de solidarité incluse).

Elle peut être portée à 37 heures hebdomadaires dans les conditions prévues au code du travail. En contrepartie, le salarié bénéficiera de 12 jours de repos supplémentaires, dits jours « RTT » par année civile complète travaillée. Ces jours pourront être

pris à l'initiative du salarié ou du SEBA conformément aux pratiques en vigueur au sein du SEBA. Le SEBA pourra refuser la demande du salarié selon les nécessités du service et/ou la charge de travail de celui-ci. Les droits à RTT sont amputés par les jours d'absence (hors congés payés) à hauteur de 1 jour par mois complet d'absence.

La période de référence s'étend du 1er janvier au 31 décembre de la même année.

Le dispositif d'aménagement du temps de travail sur l'année s'applique à l'ensemble des salariés des régies d'exploitation.

Ce dispositif n'est pas applicable aux salariés employés à temps partiel, dont les modalités de répartition du temps de travail sont contractuellement définies.

Les salariés concernés par les 37 heures hebdomadaires bénéficient d'un lissage de leur rémunération sur la base de 35 heures hebdomadaires. Cette base mensualisée de 151,67 heures est portée au bulletin de paie du salarié concerné.

Les absences rémunérées sont comptabilisées pour leur durée et payées sur la base de la rémunération mensuelle brute lissée.

Les absences non rémunérées donnent lieu à une réduction de rémunération proportionnelle au nombre d'heures d'absence constatées par rapport au nombre d'heures réelles du mois considéré et par rapport à la rémunération mensuelle brute lissée.

En cas d'embauche ou de départ en cours de mois sur la période de référence, la rémunération brute du mois de l'embauche ou celle versée à la date de rupture du contrat de travail sera calculée prorata temporis.

En cas d'embauche ou de départ en cours d'année, le nombre de RTT est calculé au prorata temporis.

Si le contrat de travail du salarié est rompu en cours de la période annuelle de référence sans que celui-ci ait pu prendre la totalité des RTT auxquels il avait droit, celui-ci percevra, pour la fraction des RTT acquis et non pris, une indemnité compensatrice.

Si le contrat de travail du salarié est rompu en cours de la période annuelle de référence alors que celui-ci a pris des RTT, celui-ci sera débiteur, pour la fraction des RTT pris et non acquis, d'une somme calculée sur la base du nombre d'heures prises et non acquises multiplié par son salaire brut horaire.

Conformément aux dispositions légales en vigueur, seront considérées comme des heures supplémentaires les heures effectuées au-delà de la durée moyenne de 35 heures hebdomadaires calculées sur la période annuelle de référence définie ci-dessus.

La durée hebdomadaire du travail peut être exercée sur 4,5 ou 5 jours, au choix du bénéficiaire, et sous réserve des nécessités de certains services.

(...)

Jour supplémentaire (pour certains agents) :

Un jour de congé supplémentaire par an est accordé à tous les agents ne bénéficiant pas déjà de jours de congés supplémentaires (du fait de leur ancienneté ou de leur statut). »

(Accord collectif du 21 novembre 2018)

• Evolution de l'épargne nette de la collectivité entre 2013 et 2018 :

Envoyé en préfecture le 09/12/2019

Reçu en préfecture le 09/12/2019

Affiché le



ID : 007-250700267-20191125-2019CS110037-DE

			CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018
Budget Principal Gestion Générale	CAPITAL SUR ANNUITES DE DETTE		90 479,00	92 214,00	94 046,00	87 210,69	120 781,44	122 666,62
	CHARGES D INTERETS		37 933,00	36 405,00	32 111,00	27 902,49	37 015,70	34 981,95
	ANNUITES DE DETTES		128 412,00	128 619,00	126 157,00	115 113,18	157 797,14	157 648,57
	CRD au 31/12		1 760 795,03	1 668 580,00	1 574 533,00	2 487 323,17	2 366 541,73	2 243 875,11
AEP DISTRIBUTION	DEPENSE FONCTIONNEMENT REELLE	1	1 704 958,41	1 714 606,71	1 374 779,42	1 459 078,19	1 472 264,42	4 670 920,21
	RECETTE DE FONCTIONNEMENT REELLE	2	3 475 291,23	3 594 140,19	3 601 222,45	3 752 463,10	4 965 885,55	8 258 251,44
	CAPITAL SUR ANNUITES DE DETTE	3	463 375,20	490 216,88	518 731,39	307 490,47	281 554,83	293 919,51
	CHARGES D INTERETS	4	391 823,52	365 076,11	336 656,36	310 611,06	324 300,67	305 108,33
	ANNUITES DE DETTES	5	855 198,72	855 292,99	855 387,75	618 101,53	605 855,50	599 027,84
	CRD au 31/12	6	5 569 521,83	5 079 305,00	4 560 574,00	5 703 083,10	5 961 165,29	5 667 245,78
	EPARGNE BRUTE	2 - 1	1 770 332,82	1 879 533,48	2 226 443,03	2 293 384,91	3 493 621,13	3 587 331,23
	EPARGNE DE GESTION COURANTE	2 - 1 - 4	1 378 509,30	1 514 457,37	1 889 786,67	1 982 773,85	3 169 320,46	3 282 222,90
	EPARGNE NETTE	2 - 1 - 5	915 134,10	1 024 240,49	1 371 055,28	1 675 283,38	2 887 765,63	2 988 303,39
AEP PRODUCTION	DEPENSE FONCTIONNEMENT REELLE	1	530 609,60	513 602,89	499 022,79	592 616,18	571 390,31	1 106 548,68
	RECETTE DE FONCTIONNEMENT REELLE	2	1 114 918,65	1 113 718,28	1 099 143,48	1 114 391,29	1 135 478,55	1 606 548,65
	CAPITAL SUR ANNUITES DE DETTE	3	386 028,14	398 956,00	403 645,74	315 462,01	294 825,65	304 921,71
	CHARGES D INTERETS	4	237 339,17	224 940,81	206 854,03	189 420,31	179 148,92	169 377,15
	ANNUITES DE DETTES	5	623 367,31	623 896,81	610 499,77	504 882,32	473 974,57	474 298,86
	CRD au 31/12	6	6 131 388,19	5 732 432,19	5 328 787,00	5 013 324,44	4 718 498,79	4 413 577,08
	EPARGNE BRUTE	2 - 1	584 309,05	600 115,39	600 120,69	521 775,11	564 088,24	499 999,97
	EPARGNE DE GESTION COURANTE	2 - 1 - 4	346 969,88	375 174,58	393 266,66	332 354,80	384 939,32	330 622,82
	EPARGNE NETTE	2 - 1 - 5	-39 058,26	-23 781,42	-10 379,08	16 892,79	90 113,67	25 701,11
ASST COLLECTIF/ANC	DEPENSE FONCTIONNEMENT REELLE	1	552 339,61	493 174,26	962 610,14	1 006 981,00	1 105 922,81	2 605 054,73
	RECETTE DE FONCTIONNEMENT REELLE	2	1 828 314,98	1 755 647,31	1 930 381,68	1 997 520,63	2 585 372,73	3 398 519,25
	CAPITAL SUR ANNUITES DE DETTE	3	212 230,40	224 264,81	236 994,37	194 309,18	309 785,24	400 290,49
	CHARGES D INTERETS	4	168 009,01	155 974,61	143 245,05	147 955,92	230 871,86	274 895,14
	ANNUITES DE DETTES	5	380 239,41	380 239,42	380 239,42	342 265,10	540 657,10	675 185,63
	CRD au 31/12	6	2 738 609,35	2 514 344,52	2 277 350,00	7 975 790,69	10 682 724,92	10 266 137,85
	EPARGNE BRUTE	2 - 1	1 275 975,37	1 262 473,05	967 771,54	990 539,63	1 479 449,92	793 464,52
	EPARGNE DE GESTION COURANTE	2 - 1 - 4	1 107 966,36	1 106 498,44	824 526,49	842 583,71	1 248 578,06	518 569,38
	EPARGNE NETTE	2 - 1 - 5	895 735,96	882 233,63	587 532,12	648 274,53	938 792,82	118 278,89
TOTAL AEP/ASST	DEPENSE FONCTIONNEMENT REELLE	1	2 787 907,62	2 721 383,86	2 836 412,35	3 058 675,37	3 149 577,54	8 382 523,62
	RECETTE DE FONCTIONNEMENT REELLE	2	6 418 524,86	6 463 505,78	6 630 747,61	6 864 375,02	8 686 736,83	13 263 319,34
	CAPITAL SUR ANNUITES DE DETTE	3	1 061 633,74	1 113 437,69	1 159 371,50	817 261,66	886 165,72	999 131,71
	CHARGES D INTERETS	4	797 171,70	745 991,53	686 755,44	647 987,29	734 321,45	749 380,62
	ANNUITES DE DETTES	5	1 858 805,44	1 859 429,22	1 846 126,94	1 465 248,95	1 620 487,17	1 748 512,33
	CRD (AEP et ASST) au 31 12 N	6	14 439 519,37	13 326 081,71	12 166 711,00	18 692 198,23	21 362 389,00	20 346 960,71
	EPARGNE BRUTE	2 - 1	3 630 617,24	3 742 121,92	3 794 335,26	3 805 699,65	5 537 159,29	4 880 795,72
	EPARGNE DE GESTION COURANTE	2 - 1 - 4	2 833 445,54	2 996 130,39	3 107 579,82	3 157 712,36	4 802 837,84	4 131 415,10
	EPARGNE NETTE	2 - 1 - 5	1 771 811,80	1 882 692,70	1 948 208,32	2 340 450,70	3 916 672,12	3 132 283,39
Pour information	CRD (TOUS BUDGETS) au 31 12 N		16 200 314,40	14 994 661,71	13 741 244,00	21 179 521,40	23 728 930,73	22 590 835,82

(en cohérence avec l'étude financière prospective 2019-2024 et l'actualisation du PPI 2019-2025)

PROPOSITIONS D'ORIENTATIONS EN MATIERE

Envoyé en préfecture le 09/12/2019
Reçu en préfecture le 09/12/2019
Affiché le
ID : 007-250700267-20191125-2019CS110037-DE

- Propositions d'investissements pour 2020 de l'ordre de 12,5 M €. Mèn SEBA devrait éviter le recours à l'emprunt en 2020.
- Poursuite d'une politique ambitieuse de renouvellement des réseaux, telle qu'annoncée dans plusieurs comités syndicaux en 2016, 2017 et 2018 et dans l'étude « modes de gestion ».
- Poursuite du plan d'investissement de 10 M€ sur 10 ans suite à la révision des schémas d'assainissement collectif.
- Et dans le détail :

Bâtiments

Il a été nécessaire d'accompagner le passage en régie sur certains aspects liés aux locaux. Après les aménagements de La Sigalière, les efforts 2020 se porteront sur l'antenne de Vals-les-Bains pour laquelle il y a lieu de s'interroger sur le maintien dans les bâtiments actuels ou pour une autre solution de relogement.

Eau potable principales opérations nouvelles ou poursuivies

Sortie compteurs inaccessibles	3 000 000
Mise en place de la radio relève	1 625 000
Renforcement/valorisation de l'alimentation par sources/sécuris. Mine (2 phases)	1 130 000
Régulation du réseau ossature	365 000
Interventions usine PDV (percement barrage,...)	300 000

Programmes pluriannuels de travaux adoptés	Années prévisionnelles de réalisation	Montants prévisionnels en €
Captage eau potable / périmètres de protection	2017 - 2020	1 338 000

Assainissement principales opérations nouvelles ou poursuivies

Renouvellement réseaux	1 035 000
Extensions réseaux habitats existants suite nouveaux schémas	1 000 000

DEBAT

Sur ces bases, et celles du document annexé, le débat d'orientation budgétaire a été ouvert. Les membres du comité syndical ont été invités à se positionner sur les propositions faites, à les critiquer ou à les amender éventuellement, voire de faire de nouvelles propositions.

Après en avoir délibéré, le comité syndical **PREND ACTE** du débat d'orientation budgétaire à l'unanimité des membres présents ou représentés.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

Le Président du Syndicat,

Jean PASCAL